Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-337** **13/04/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 2

Objet : Appel à candidature : 2 postes au Secrétariat Général / Service des affaires juridiques.

Secrétariat général – Service des affaires juridiques (SG/SAJ) :

- 1 poste de chef(fe) du bureau du droit financier, des contrats publics et de la concurrence (catégorie A+).
  Poste n° 56346 – Poste vacant.

  Date limite de candidature : 15 mai 2017

- 1 poste de conseiller juridique interrégional Bretagne, Normandie et Pays de Loire (catégorie A).
  Poste n°56381 – Poste vacant / localisé à la DRAAF Bretagne.

  Date limite de candidature : 11 mai 2017

Pour la sous-directrice de la gestion des carrières
et de la rémunération,
L'adjoint à la S/D de la gestion des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Secrétariat général - Service des affaires juridiques
Sous-direction du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques européennes
Bureau du droit financier, des contrats publics et de la concurrence
3 rue Barbet de Jouy -75007 Paris

Chef(fe) de bureau

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste 56346</td><td>Catégorie : A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 3</td><td>Groupe RIPSEEP si corps des attachés : 1
Groupe RIPSEEP si corps administrateurs civils : 1</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le service des affaires juridiques, dirigé par un membre du Conseil d'Etat, exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridique auprès du cabinet du ministre, de l'administration centrale du ministère, des services déconcentrés et des établissements publics sous tutelle du ministère.

Dans ce cadre, le bureau apporte son expertise sur les projets de textes, les demandes d'avis et les contentieux relatifs aux finances publiques, à la commande publique (marchés publics, concessions, …), aux aides d'Etat, à la propriété des personnes publiques, à la gestion des risques en agriculture, aux relations contractuelles en agriculture, ...</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Contribuer tant personnellement que par l'animation d'une équipe de juristes à :
- l'amélioration de la qualité de la réglementation issue du ministère ;
- la mise à disposition du ministre et des responsables des directions d'administration centrale et des services déconcentrés du ministère, des informations et analyses juridiques utiles à la prise de décision et à la prévention du contentieux ;
- la défense de l'Etat devant les juridictions.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Encadrer et animer une équipe de cinq consultants juridiques chargés de rédiger des d'analyses juridiques souvent complexes, des mémoires contentieux, participer à la préparation, à l'expertise et à la procédure d'adoption des projets de textes préparés par les directions techniques et de participer à la veille juridique du service ;
- Assurer le traitement de questions urgentes ou sensibles ;
- Représenter le ministère notamment en réunions inter-services et interministérielles (Secrétariat général du Gouvernement (SGG) et Secrétariat général des affaires européennes (SGAE), etc.), au Conseil d'État en qualité de commissaire du Gouvernement, le cas échéant, devant les assemblées parlementaires ou les juridictions.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Cabinet du ministre et directions techniques du ministère (direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises, directions générale de l'alimentation, secrétariat général), services déconcentrés ;
- Ministères intervenants dans le domaine d'activité du bureau (Économie, Budget, Écologie) ;
- Services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE) et Conseil d'État.</td></tr>
<tr><td></td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td></td><td>• Solide formation juridique en droit public général
• Expérience en contentieux administratif
• Connaissance du droit de l'Union européenne et en droit public économique
• Qualités rédactionnelles</td><td>• Aptitude à organiser et à encadrer
• Capacité à traiter directement les dossiers sensibles ou prioritaires
• Bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives
• Disponibilité et réactivité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Annick BIOLLEY-COORNAERT, sous-directrice du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridique européennes (01 49 55 47 52)
annick.biolley-coornaert@agriculture.gouv.fr

Sylvain MERENNE, adjoint à la sous-directrice (01 49 55 60 82)
sylvain.merenne@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Secrétariat Général

Service des affaires juridiques

Conseiller juridique interrégional Bretagne, Normandie, Pays de Loire

Poste localisé à la DRAAF Bretagne

N° du poste : 56381 **Catégorie : A**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : Attaché d'administration** G4	
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le service des affaires juridiques exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridique auprès du cabinet du ministre, de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics. Le conseiller juridique interrégional est rattaché sur le plan fonctionnel au service des affaires juridiques, et est affecté à la DRAAF Bretagne.	
Objectifs du poste	Il apporte son appui aux services déconcentrés de sa zone de compétence pour le traitement des questions juridiques relevant des missions du MAAF. Il représente le SAJ, dans sa zone de compétence.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Il assume, dans sa zone de compétence, en liaison avec les bureaux du SAJ : - le traitement des questions juridiques posées par les services déconcentrés ; - l'appui aux personnes chargées du traitement du contentieux relevant du MAAF ; la rédaction de mémoires contentieux ; - la diffusion de l'information juridique. Il contribue à la veille juridique, à l'organisation des formations dans les domaines spécifiques du ministère, veille à l'enregistrement des contentieux dans la base de données THEMIS, au signalement des affaires importantes. Il assure la liaison entre les juristes intervenant dans les domaines de compétence du MAAF et collabore avec les autres réseaux juridiques du MAAF et des autres ministères.	
Champ relationnel du poste	SAJ et directions d'administrations centrales, DRAAF, services déconcentrés, réseaux juridiques des autres ministères et juridictions.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	- Très bonnes connaissances du droit administratif et des procédures contentieuses, connaissances en droit civil et pénal. - Maîtrise de la recherche documentaire juridique -Solide expérience professionnelle notamment dans des fonctions de juriste. -Bonne connaissance des missions et du fonctionnement des services déconcentrés du MAAF	-Capacité de vulgarisation et de synthèse de l'information juridique -Sens développé du contact, de l'organisation et de l'animation d'un réseau -Qualités de formateur
Personnes à contacter	Madame Fabienne Lambolez, directrice des affaires juridiques. Tel : 01-49-55-51-38 mail : fabienne.lambolez@agriculture.gouv.fr Madame Isabelle Tison, adjointe à la directrice des affaires juridiques. Tel : 01 49 55 74 36, mail : isabelle.tison@agriculture.gouv.fr	